



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Afrique du Nord, Moyen-Orient : révolutions civiques, bouleversements politiques, ruptures stratégiques / sous la direction de Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff

éd. la Documentation française, 2011

cote : 57.937

Nous avons analysé sous cette rubrique les numéros de cette excellente revue depuis l'année 2005-2006, dirigée à l'époque par le regretté Pr. Rémi Leveau et par Frédéric Charillon. Cette revue spécialisée a succédé à Maghreb Machreq, déjà éditée par la Documentation française. Dans ce numéro consacré aux « Printemps arabes » à leur début, Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff ont confié à Vincent Romani l'article sur l'Égypte, à Flavien Bourrat celui sur la Tunisie, à Audes Signoles les territoires palestiniens, à Élise Massicard la Turquie, à Jean Pierre Filiu, auteur entre autres des Neuf vies d'Al Qaïda (Fayard 2009), l'étude sur Al Qaïda au Maghreb islamique, à Mark Tessler une intéressante analyse sur les attitudes des citoyens arabes envers l'islam. Quant à l'analyse chronologique des événements de la région de mars 2010 à février 2011, établie par Siham Djebbi, elle permet d'étudier la situation intérieure des autres pays qui n'ont pas fait l'objet d'un article complet.

Il en ressort que tous les pays arabes et ceux non arabes (Iran, Israël, Turquie) de la région ont été directement ou indirectement touchés par les « révoltes arabes ». Ces mouvements, très divers, ont parfois des causes communes, notamment le rejet d'une classe politique jugée corrompue et répressive, la dénonciation de l'aggravation des conditions de vie et notamment d'un chômage massif chez une population majoritairement jeune. Elles ont également pour point commun le mode de mobilisation, passant souvent par les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook, qui ont joué un rôle déterminant dans le déroulement des événements. Les chaînes de télévision satellitaires comme Al-Jazeera ont également eu un rôle crucial dans la transmission quotidienne de ces événements dans une perspective populaire et panarabe. L'impact de cette vague de révoltes a surpris l'ensemble de la communauté internationale et est majeur en termes de politique internationale.

C'est un milieu où la pratique de la religion domine. Sur 18 508 musulmans interrogés, Mark Tessler constate que 91% d'entre eux « *prient tous les jours* », que 62% « *souhaitent que leurs enfants se marient à des pratiquants* », que 61% sont d'abord musulmans avant d'être jordanien, marocain, que 50% lisent régulièrement le Coran. Mais en même temps, 80% sont pour « *la démocratie* » et 53% pensent que « *la religion est une affaire privée* ».



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Pour la partie « Machreq », Bahreïn, où le Parlement, dissous en 1975, avait été rétabli en 2001, des luttes confessionnelles entre dirigeants sunnites et opposants chiïtes ont fait de nombreuses victimes ; elles se sont d'ailleurs poursuivies pendant toute l'année 2011 et continuent en 2012.

L'Égypte a renversé, emprisonné et jugé son Président ; un nouveau Régime a institué un référendum constitutionnel (19/03/2011), mais la situation intérieure est dominée par l'insécurité ; les Salafistes y attaquent les citoyens coptes et leurs églises ; des manifestations violentes dressent la population contre les militaires qui ne veulent pas abandonner leurs privilèges ; la diplomatie égyptienne a perdu de son rayonnement ; la sécession du Sud Soudan (référendum de janvier 2011) menace les réserves d'eau du Nil ; le rapprochement Hamas-Frères musulmans fait craindre l'arrêt par les États-Unis de leurs subventions annuelles (2 milliards \$).

Malgré la formation d'un gouvernement d'Union nationale irakien en décembre 2010, des attentats pérennes, organisés par Al Qaïda contre des quartiers chiïtes ou par des miliciens chiïtes contre leurs concitoyens sunnites, conduiront à une mainmise de l'Iran sur son voisin après le départ des Américains.

En Jordanie, la contestation politique et sociale menée par la majorité palestinienne de la population, suivie de concessions du Pouvoir, ne s'arrêtera pas et il semble que si une Palestine indépendante ne peut s'établir en Cisjordanie, la Jordanie monarchique pourrait se transformer en une autre république palestinienne avec comme capitale Amman.

Au Liban, la crise politique entre Chiïtes du Hezbollah et Sunnites de l'ancien Premier ministre Saad Hariri dresse les deux composantes de la communauté musulmane l'une contre l'autre.

La Cisjordanie et Gaza sont en perpétuel affrontement, même si une centaine d'États ont reconnu l'État (virtuel) palestinien. Gaza même est déchiré entre Ultrasalafistes et Hamas, que la Syrie et l'Iran ne soutiennent plus financièrement. Israël continue sa politique d'implantation de 350 000 colons en Cisjordanie et de 220 000 à Jérusalem (début 2011). Le processus de paix demeure un leurre.

Au Yémen, des manifestations pour la démission du président dureront toute l'année 2011. Le pays, éprouvé par la « fitna », lutte récurrente entre sunnites méridionaux, soutenus par Al Qaïda et chiïtes zaïdites, eux-mêmes divisés en républicains et imamistes, est en train de se « somaliser ».

Au Maghreb, l'Algérie aura été secouée au début 2011 par des émeutes dans les principales villes du pays pour protester contre l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le 24 février, les autorités lèvent l'état d'urgence, en vigueur depuis 1992 et considéré par la société civile comme permettant au pouvoir de mieux limiter le champ des libertés individuelles et collectives. Mais les Algériens traumatisés par une décade noire (1990-2000) qui fit 200 000 victimes préfèrent la paix. Par contre, Al Qaïda au Maghreb islamique s'appuyant sur le « triangle de la mort » (Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bejaïa) mène des



Académie des sciences d'outre-mer

actions terroristes dans le sud de l'Algérie, la Mauritanie, le Mali, le Niger, que le Gouvernement algérien actuel ne paraît pas pouvoir empêcher.

En Libye, les émeutes éclatent à partir du 15 février 2011 à Benghazi. La répression meurtrière par les forces de sécurité, appuyées par des mercenaires africains, fait plusieurs centaines de morts. Le régime unitaire Kadhafi sera renversé et le tribalisme semble lui succéder, découpant en régions autogérées un État que la richesse énergétique pourrait aider à subsister.

Contestation également politique et sociale au Maroc, et qui aboutira, non à un changement de régime, mais à un train de réformes, encore contrôlées par la monarchie qui joue sur sa réputation de « droit divin ».

C'est la Tunisie qui aura été le moteur de tous ces mouvements de révolte. Néanmoins, les acquis de la révolution de « jasmin », durement menée (les 5 semaines de violences auront fait 219 morts et 510 blessés), seront récupérés par des partis salafistes, comme « Ennahda » prônant « *le commandement du bien et le pourchas du mal* », mettant en difficulté le projet de création d'une classe politique pluraliste et responsable. Le modèle tunisien de transition démocratique aura encore plus de mal à s'imposer.

L'Iran a connu également des émeutes, dont les leaders ont pu dire qu'ils avaient inspiré les « Printemps arabes » dès 2009, au moment de l'élection truquée du Pt. Ahmedinéjat. De même, le Gouvernement n'a pu venir à bout des attentats sunnites au Béloutchistan visant les « Pasdarans » (miliciens antiémeutes). Le programme nucléaire iranien inquiète les voisins arabes et l'axe chiite qui paraissait relier Téhéran à Damas et à Beyrouth via l'Irak est en train de se fragmenter.

Le régime turc actuel du parti islamiste AKP (« Justice et Développement ») pense, en soutenant la cause palestinienne, en insistant sur l'identification avec l'islam (sunnite), en intervenant, sans nuance, dans la politique intérieure des gouvernements arabes issus des « Printemps », imposer son modèle de « *démocratie confessionnelle conservatrice* ». En même temps, la répression intérieure qui frappe les journalistes, les démocrates aussi bien que les généraux en retraite, montre l'absence pérenne de transparence du Gouvernement Erdogan.

Avec ce nouveau numéro, qui ne néglige aucun fait, la revue Afrique du Nord Moyen-Orient montre qu'elle présente toujours les analyses les plus consciencieuses et les plus documentées sur une région qui nous est si proche, mais qui demeure ignorée.

Christian Lochon